

Abbé Tony DHANIS

HISTOIRE DU MONDE ET DU MOUVEMENT OUVRIERS

(deux conférences)

COLLOQUE EUROPEEN DU MONDE OUVRIER A ROME 1972

(une conférence)

Notes reprises d'une bande enregistrée

Abbé Tony DHANIS

HISTOIRE DU MONDE ET DU MOUVEMENT OUVRIERS

(deux conférences)

COLLOQUE EUROPEEN DU MONDE OUVRIER A ROME 1972

(une conférence)

Notes reprises d'une bande enregistrée

## PREMIERE CONFERENCE

BRUXELLES, 19 janvier 1973

En introduisant cet exposé, je voudrais signaler que faire l'histoire du mouvement ouvrier, c'est autre chose que de réfléchir sur Jules César ou sur Charles-Quint. C'est entrer, par l'intelligence et par le coeur, dans une vie, dans un courant, dans l'aventure d'hommes et de femmes qui portent et ont porté, depuis plus de cent ans, dans leur coeur et dans leur chair, les drames du combat ouvrier. Ce combat concerne aujourd'hui très profondément leur histoire, non pas comme celle d'un fondateur très vénéré, mais comme quelque chose qui marque leur existence aujourd'hui.

Je dirais donc volontiers que la démarche que nous entreprenons est une sorte de contemplation de ce que j'appellerais une immense geste, une geste douloureuse et féconde, une geste pas encore au bout, une geste qui ne s'achèvera, sans doute, que lors de la libération des masses ouvrières du monde entier, une geste qui est encore loin d'être terminée chez nous. Et, sans vouloir faire de rapport trop facile avec l'Écriture, nous commencerons ces leçons par la parole de Dieu dans l'Exode : "J'ai vu la misère de mon peuple. Je le ferai sortir d'Égypte". C'est encore ce mouvement immense de libération de l'humanité qui est en cause.

Pour situer, dès le départ, un certain nombre de problèmes, pour faire l'histoire, on part d'habitude de ses débuts. Je vais parler de la fin, de ce qui se passe aujourd'hui. Très brièvement, pour montrer comment les questions posées à notre temps sont des questions inscrites depuis longtemps dans la problématique, la manière d'agir et de vivre du mouvement ouvrier.

---

Lundi, nous n'aurons sans doute pas - ou plus - d'essence ni de mazout. Des hommes font grève ... Ce mot "GREVE" évoque des choses immenses. Il évoque toutes les premières grèves des tisserands gantois et les grandes grèves générales de notre pays. Il y en a encore aujourd'hui, de ces grèves dont on parle parce qu'elles nous touchent directement ... On en parle dans la presse ... Il y en a d'autres, celles-là plus petites, par exemple celle d'une petite entreprise qui a duré plus de six mois. Ces grèves-là, on en parle peu, parce qu'elles n'atteignent pas notre peau, notre installation à nous.

Qu'est-ce qu'une grève ? Pourquoi une grève ? On parle dans les journaux de "piquets de grève"; nous devons y réfléchir ... Est-ce autre chose, dans notre esprit, qu'un mot dangereux, évoquant un souvenir révolutionnaire ?

On passe à une série de choses dans les journaux ... Commission paritaire du pétrole ... Si vous employez du personnel, vous savez, au moins par les papiers, ce que cela signifie ... elle fixe les rémunérations ... Quelle idée de transformation cela représente ! Quelle conquête ! Et nous trouvons cela normal !

Le renouvellement de la convention collective ... Qu'est-ce que cela signifie dans la peau, dans la vie des travailleurs ? Cela mérite réflexion, même rien qu'à partir d'un petit événement ...

Nous pourrions prendre un autre événement : la constitution d'un Gouvernement et la présence, à sa tête, d'un Premier Ministre socialiste. Aujourd'hui, cela nous apparaît presque comme un rempart de vertu pour le pays ... Le Parti socialiste envisagé comme défenseur du pays, savons-nous ce que cela représente pour les travailleurs, même si Monsieur Leburton n'a pas pleine popularité dans son propre Parti ? Pour nous, cette présence nous apparaît un fait banal. Mais pour le monde ouvrier, cela marque un changement profond ... Il y a eu un Premier Ministre socialiste dans ce pays en 1938 ! ...

Aujourd'hui, il y a beaucoup de contestations par rapport au mouvement ouvrier. Des journaux, moins respectueux de la classe ouvrière, parlent de "grèves sauvages" ... Des grèves spontanées, comme chez Citroën à Bruxelles, montrent une insatisfaction des travailleurs par rapport à la société, mais aussi par rapport à leurs propres organisations, jugées trop timides dans la transformation de la société - ou trop intégrées dans le régime ...

L'intégration du mouvement ouvrier dans la vie est un problème posé dès le début, un problème qui ne trouvera jamais de solution claire. Il nous faut descendre dans les sources de l'Histoire ...

Pour des hommes et des femmes qui regardent le mouvement ouvrier de l'extérieur, qui n'en vivent pas, que peuvent signifier ces péripéties, ces difficultés ?

Que peuvent signifier les Mutualités ? Un immense cheminement du monde ouvrier ; car on ne doit pas oublier que le mouvement mutualiste a été posé par des travailleurs, tout au départ du mouvement.

On parle de coopératives ; on les voit comme des firmes commerciales, par exemple la Caisse d'Épargne, ou autres, comme de grosses institutions financières. Elle sont ce qu'elles sont, mais on oublie que, même sous une forme à revoir, elles furent un des premiers instruments de la libération ouvrière.

---

Voyons quelques questions-clefs de l'histoire ouvrière, posées à la conscience des hommes et des travailleurs à l'origine, et un dernier problème en terminant ce premier inventaire très bref.

On a souvent dit, à tort ou à raison, que dans notre pays, le mouvement ouvrier était profondément lié aux partis politiques, qu'ils soient socialistes, libéraux, ou même ayant eu des liens étroits avec le P.S.C. L'histoire des rapports entre le mouvement ouvrier et l'action politique est une question vieille comme les débuts du mouvement ouvrier. A tout moment, sa foi a balancé entre deux alternatives : l'a-politique ou la liaison. A travers cela, la question reste toujours la même, qui interpelle les travailleurs et leur mouvement.

En terminant cette introduction, je souligne un facteur important, qu'on oublie peut-être et dont je suis frappé pour entreprendre ce travail à faire ensemble.

Aussi étonnant que cela paraisse, les internationales ouvrières sont un phénomène lié à la socialisation contemporaine, à l'internationalisation de la vie.

Dès 1850-1860, l'Internationale ouvrière était un début de réalité, même si, juridiquement, elle n'était pas trop fondée. Ses premiers militants réunissaient des camarades anglais, français, hollandais. Une dimension internationale de combat ouvrier a été très tôt perçue. Se rappeler la phrase de Karl Marx : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !". Cette phrase correspondait à de multiples rencontres.

L'Internationale ouvrière pose une question ... la constitution de l'Europe ... la constitution du capitalisme européen pose question pour pouvoir répondre aux vrais problèmes qui dépassent les frontières. Aujourd'hui, les syndicats n'ont aucune prise sur certains secteurs de l'économie si on se situe au seul niveau national.

L'internationalisme ouvrier est une dimension, une réalité permanente de toute l'action ouvrière.

Nous allons entrer dans cette histoire. D'abord en donner un schéma au point de vue des dates.

---

D'abord, comme la préhistoire : 1815-1830.

Puis 1830-1850. A proprement parler, les travailleurs commencent à percevoir l'évolution du monde ouvrier dans des conditions nouvelles de salaires. Cette socialisation s'est faite d'abord en Grande-Bretagne, puis est arrivée en Belgique (Cockerill à Liège) - la Société Générale dont nous avons fêté solennellement l'anniversaire ... Voici donc des débuts d'organisation ...

1850 : période sanglante, onéreuse, avec peu d'espairs apparents. Premières luttes, premier début d'organisations ... période très rude ...

1850-1886 : date de la grève générale la plus sanglante de notre pays, qui a embrasé toute la Wallonie d'un bout à l'autre durant quelques mois. Pour la première fois, l'Autorité Publique commence à prendre au sérieux les problèmes posés par la classe ouvrière, avec le discours du trône de Léopold II qui annonçait les premières réformes sociales, acquises non par la condescendance du Pouvoir, mais par l'ébullition ouvrière, par l'émeute. C'est l'émeute qui a transformé pour la première fois les conditions sociales de notre pays.

1886-1914 : période d'organisation du mouvement ouvrier; première législation sociale.

1918-1939 : période entre les deux guerres mondiales; croissance du mouvement ouvrier et sa reconnaissance dans la vie nationale.

1944-1968 : nouvelles conquêtes; première réforme des structures.

A ce moment, date de la révolte étudiante en France, date d'une force de révolution mondiale amorcée, une résurgence de la visée révolutionnaire du mouvement ouvrier - qui pose toujours question-; d'un nouveau mouvement ouvrier.

Je ne vais pas vous faire l'injure de vous faire une description de la condition ouvrière de notre pays. Les manuels d'histoire, en notre temps, n'en font pas, hélas, une mémoire suffisante.

Mais je veux vous signaler ici nombre de choses.

Au moment des premières machines (machines à vapeur, premiers métiers à tisser), les travailleurs ont commencé cet extraordinaire mouvement d'exode dont on n'a pas idée. Les campagnes de la majorité du pays se sont vidées quand se sont construits les centres urbains. Dans le pays, les communes sont passées à une population quadruplée. La Louvière, village de 250 habitants, est vite devenu un patelin de 15.000, 20.000, 25.000 habitants, dans une croissance qui rappelle la croissance des grandes cités du Tiers-Monde. Ce fut une espèce d'explosion par émigration et démographie. Je le souligne, parce que c'est extraordinaire.

Dans la plupart des entreprises de l'époque, la règle de travail était de 12 à 13 heures par jour, avec souvent des durées de déplacements de 2 heures et plus; ce qui faisait, à pied, des heures de marche.

On travaillait à tout âge. Les enquêtes de 1843 signalent des enfants de 6 et 7 ans, avec ce même rythme de travail. On leur concédait parfois une heure en moins, au grand maximum (enquête de Ducpétiaux). On en a relevé certains qui tombaient de fatigue. Alors, pour éviter qu'ils s'arrêtent de travailler, on les attachait sur leur machine.

Ce sont des choses que peut-être, aujourd'hui, on devrait savoir, et que le monde oublie.

Le monde ouvrier, surtout les plus humbles, gardent en eux cette histoire, mais ils ne savent pas en dire les faits. Tout cela est imprimé dans leur peau. Ce sont des choses que les pères ou les grands-pères ont racontées et qui se sont marquées, non pas dans les seuls individus, mais dans le peuple ouvrier, dans toute la classe ouvrière.

Aujourd'hui, les salaires sont réglés par conventions entre patronat et syndicats. Les commissions paritaires, par la suite, deviennent légalisées. A l'époque, les salaires étaient considérés comme éléments de l'économie, soumis simplement à la loi de l'offre et de la demande.

La plupart des grandes grèves ouvrières du 19ème siècle n'ont pas été faites pour des augmentations de salaire, mais pour le maintien du salaire. Dans la mesure où s'effectuait un ralentissement de la conjoncture, quand il y avait trop de main d'oeuvre sur le marché, le prix des salaires baissait, comme le prix d'une pomme, d'une poire, d'un kilo de marchandise. Les travailleurs préféraient toucher 20 ou 30 centimes que rien du tout. Ils se faisaient concurrence dans le sens de la baisse.

La grève de 1932 a été faite contre la diminution des salaires. Cela allait déjà mieux, mais le problème existait encore à l'époque, et aujourd'hui le problème dure encore.

La plupart des grèves n'étaient pas faites pour l'augmentation globale du revenu de la classe ouvrière, mais pour que les évolutions de la vie économique ne mettent pas les travailleurs en retard. La part globale proportionnelle du monde ouvrier est la même dans ce pays, et pourtant le pouvoir d'achat augmente.

Aucune législation sociale ... rien du tout ... rien, c'est rien ... Pour le chômage : pas de ressources. Pas de ressources non plus pour les maladies, frais médicaux et pharmaceutiques. Pas le luxe des congés, évidemment. On ne parlait même pas du repos dominical (la loi du repos dominical ne date que de la fin du 19ème siècle). On travaillait toujours comme je vous le disais plus haut. On n'en était pas encore aux 45 heures ou à la semaine des 5 jours ...

A Cockerill, avant 1848, on travaillait de 5 h. et demie du matin à 19 h., avec une heure d'interruption à midi. En 1848, de 6 h. du matin à 6 h. du soir, avec une heure d'arrêt à midi. Il n'y avait pas de travail libre. Pourtant, autre chose est de travailler à son compte, pour ce qu'on aime bien, plutôt que de se livrer à un travail forcé et lourd.

Aucune protection de l'ouvrier. Pas de législation pour les accidents de travail, pour les salaires, la protection des métiers insalubres, la protection de la

femme ... Les femmes travaillaient au même rythme que les hommes. Elles étaient herscheuses, tirant le charbon, le taillant ... peu importent les maternités ou les problèmes s'y rattachant.

Dans ce monde ouvrier, régnait un alcoolisme phénoménal. Il a duré jusqu'après la guerre de 1914, où une loi fut faite. La législation changea. Il fut interdit de vendre de l'alcool dans les cafés. Le nombre des estaminets fut réduit. Sur la grand'route de Lobbes, il y avait jadis 140 à 150 cafés. Aujourd'hui, il en reste 3 ou 4.

On n'était pas encore au stade du paiement salarial. Beaucoup d'entreprises payaient leurs gens, non en argent, mais en marchandises qu'il fallait acheter à l'espèce de procure, d'économat, de l'usine même. On payait avec le salaire. L'entreprise avait vite fait de récupérer par les bénéfices qu'on faisait sur la vente des marchandises. Cela dura jusqu'à la fin du 19ème siècle.

Beaucoup de logements (dont il reste encore des traces et qu'on appelait "maisons du charbonnage" dans les régions industrielles de nos pays wallons) étaient mal construits, avec tout ce que cela comportait de pollution, de dépendance. S'il y avait une crise du logement, on ne pouvait passer d'une entreprise à l'autre.

Vous comprenez l'aliénation des travailleurs, leurs conditions de travail, d'inconfort, puisqu'il n'y avait pour eux aucune situation juridique et politique établie. Ils vivaient dans des conditions de mineurs.

Je signale ici trois points fondamentaux :

1. Au fond, pour les travailleurs, les droits politiques n'existaient pas. On parle bien de la merveilleuse Constitution de 1830 dans notre pays. C'était, en effet, une Constitution progressiste. Mais savez-vous combien d'hommes votèrent en 1840 ? 40.000 ! alors que le pays comptait déjà plus de 4 millions d'habitants. Les électeurs devaient savoir lire, écrire, payer un certain impôt; mais aucun droit politique jusqu'au droit de suffrage universel dont la loi date de la fin du 19ème siècle.

2. On parle du coup d'état de Loppem en 1919, où il y eut reconnaissance des droits des travailleurs. Mais chaque travailleur devait avoir dans sa poche un "livret" pour aller travailler. Le patron inscrivait dessus ce qu'il voulait. Ce livret était souvent retenu. On mettait le travailleur à la porte si cela n'allait pas et, le plus souvent, on ne lui rendait pas son livret. Sans ce livret, il ne pouvait strictement pas retrouver du travail, un emploi quelconque, où que ce soit. Donc, le travailleur vivait sous la menace perpétuelle de la perte du livret. Une des premières lois sociales fut la suppression de ce livret.

3. Dernier élément important qui a déterminé la condition ouvrière dans à peu près tous les pays d'Europe. Jusqu'à la fin du 19ème siècle, il existait dans le code pénal français, qui fut le nôtre, l'article 415 interdisant toute coalition, c'est-à-dire tout rassemblement des travailleurs pour défendre leurs droits. Ce statut venait de la loi Le Chatellier, faite en 1792, loi qui prétendait sauvegarder la liberté des gens. Cette défense d'association n'était pas considérée comme dangereuse pour l'individu ... comme si l'individu pouvait se défendre seul ! Toute coalition était pénalisée; ses leaders attrapaient 2 ou 3 ans de prison. De même, si on s'organisait pour la défense des salaires ou autres choses, s'il y avait une plainte quelconque, on avait des peines de prison de 2 ou 3 ans.

Résumons la situation ouvrière :

situation matérielle : tragique;

situation morale : lamentable, surtout avec l'alcoolisme et ses conséquences;

situation juridique, politique : aliénée.

Pourquoi ? C'est simple : libéralisme économique radical, puisque la seule règle était la loi de l'offre et de la demande, et elle régnait à plein. La seule règle était le profit.

Maintenant, nous avons de nombreux Ministres, Secrétaires d'Etat, etc. En 1937-1938, dans notre pays, il n'y avait que 3 ou 4 ministres et aucun département social ... Pas de Ministère Economique. Ceux qui étaient en charge, c'était évidemment le patronat. Les Pouvoirs Publics n'avaient rien à faire ... Seuls les Ministères de la Défense, de la Justice, des Affaires Etrangères, des Finances. Le système électoral amenait au pouvoir les mêmes hommes, à cause même de ce système, c'est évident !

Alors, que s'est-il passé ? Il y eut beaucoup de controverses historiques, je j'entrerais pas dedans.

Deux thèses sur l'origine des premières cellules ouvrières. Pour les uns, elles s'étaient formées en continuité directe avec les anciennes corporations. Avant la Révolution Française, ces corporations avaient été supprimées en France, mais maintenues en Belgique sous le couvert du "religieux". La corporation fêtait son patron. Le mouvement ouvrier, pour certains, aurait donc pris naissance dans une certaine continuité avec les corporations.

Pour d'autres, le mouvement ouvrier aurait pris vie de premières initiatives nouvelles, prises par les travailleurs eux-mêmes. La controverse n'a pas une importance capitale.

Ce qui est clair, c'est que dès que le mouvement ouvrier s'est adressé, non seulement aux nombreux travailleurs à domicile qui existaient à l'époque (car il

ne faut pas oublier que la première industrialisation ne s'est pas faite tout de suite), il a rassemblé aussi tous les travailleurs, quels qu'ils soient. Il est même vite sorti de ce mouvement des travailleurs à domicile, qui avait quelque chose de trop corporatif et commençait à être dépassé.

Les premiers éléments de l'histoire du mouvement ouvrier paraissent une donnée de l'histoire ouvrière que beaucoup d'intellectuels ou universitaires oublient un peu ... lorsqu'ils prétendent faire "au nom de travailleurs" leur libération.

Le mouvement ouvrier n'est pas né d'une idéologie, quelle qu'elle soit. Il ne faut pas en chercher la naissance dans les écrits de Marx, principalement pour la Belgique notamment, même si Marx a habité Bruxelles au moment de l'origine du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier n'est pas né d'une idéologie. Le mouvement ouvrier n'est né ni du marxisme, ni du christianisme (il faut voir comment les chrétiens se comportaient à l'époque !).

Le mouvement ouvrier est né de la volonté concrète de résoudre les problèmes ouvriers. Certains intellectuels gauchistes lui reprochent son caractère trop pragmatique. Ce qu'il y a de vrai, c'est que ce mouvement correspond à un élément important de l'histoire ouvrière, qui raisonne à partir de situations vécues.

Evidemment, ces hommes simples sont entrés dans un certain contexte religieux, en lien avec l'Eglise. Il n'est pas étonnant de voir, dans les statuts du premier syndicat de Belgique, celui de Gand fondé en 1857, la mention de "la fidélité à Dieu, à la patrie et aux lois" !! Mais ce qui est extraordinaire, c'est de trouver cet écrit après les grèves les plus sévères de Gand, dans un mouvement qui y était né peu de temps après. Dans le contexte de cette époque, on trouve aussi dans les statuts du syndicat des messes prévues à date fixe; et pourtant, ce n'était pas un syndicat chrétien : aucun curé là-dedans ! ... C'était un syndicat ouvrier, un groupe qui ne prétendait pas se rattacher à l'Eglise, tout en restant effectivement en lien avec elle, avec le culte.

La rupture s'est faite ultérieurement, avec la naissance des idéologies.

L'aspiration fondamentale de la classe ouvrière, avec son organisation si remarquable qui s'appelle le Front Commun, est une inspiration ouvrière. Quand le peuple a voté, il n'a pas voté pour ou contre Dieu, ni pour ou contre Marx. Les travailleurs se sont mis, en face de la situation de l'époque, avec des croyants et des incroyants.

Alors, pourquoi la rupture ultérieurement ? Pourquoi est-ce que cela s'est passé ? Deux origines principales.

D'abord, les sociétés de "maintien des prix", c'est-à-dire de petits débuts de coopératives. On achetait en tâchant d'avoir à meilleur compte. On discutait

avec les commerçants à Gand, à Liège ... Deux grandes régions sont mises en ébullition, dont Gand fut la capitale ... capitale de la naissance du mouvement ouvrier. Puis ce fut La Louvière, puis un peu après Bruxelles. Bruxelles a été le lieu de fermentation des idéologies plus que le lieu de la concentration ouvrière. C'est encore la même chose aujourd'hui. La capitale, un lieu d'idéologie, peut-être moins un lieu de construction.

Parurent les premières structures de sociétés d'entraide, sortes de sociétés de saint Vincent de Paul, d'un nouveau style d'ailleurs. Puis l'Union Philanthropique des chapeliers (1838), puis la société des typographes ... des doreurs ... et les premières mutualités, toutes professionnelles. Mais il n'y avait pas encore de grands meetings ouvriers. C'étaient simplement des réunions de travailleurs à domicile ou d'artisans en voie d'industrialisation.

En 1850, selon Emile Vandervelde, le grand leader socialiste : 157 sociétés de mutuelles furent recensées. Les travailleurs continuaient à s'organiser pour que leurs cotisations permettent de remplacer les salaires en cas de maladie.

Les mutuelles voulaient réagir contre les conséquences de la vie de travail. Le premier service des mutuelles fut d'offrir une indemnité pour incapacité de travail ou pour absence de travail. On ne pensait pas, dès l'abord, à se garantir au point de vue des soins médicaux. Cela compensait très mal le salaire, péniblement, mais chacun apportait sa petite part dans cette solidarité ouvrière naissante : c'est très émouvant.

A la fin du 19ème siècle, des hommes généreux, chrétiens et non chrétiens, certains intellectuels, ont commencé à structurer les mutualités, d'abord pour les métiers qualifiés; peu à peu, on y a introduit les manoeuvres, mais à l'origine ce n'était pas au niveau des manoeuvres, mais d'ouvriers ayant une qualification professionnelle. Le mouvement ouvrier repose souvent sur cette couche de travailleurs qualifiés.

Alors, qu'est-ce qui s'est passé ? Tout cela a abouti au syndicalisme. On a remué les problèmes du travail, les baisses de salaire, la loi de l'offre et de la demande ... On a mis en cause les problèmes soulevés par le paiement des cotisations dans les entreprises de la région, etc.

A cette époque, quelle était l'attitude des pouvoirs publics ? Ils n'avaient pas encore la doctrine radicalement libérale. Après 1850, le libéralisme intégral s'est inscrit dans la vie au point de vue politique. Il prit une attitude de paternel secours dans les commissions de bienfaisance, distribuant un tas d'histoires, en allant au plus pressé.

A Bruxelles, à l'époque, il y a eu 30 à 35 % d'assistés par les commissions de bienfaisance. Ces chiffres font rêver. C'est pourtant le réel, avec tout ce que cela représente de dignité atteinte. L'homme, le travailleur, se sentait humilié

en profondeur, avec tout ce que cela comportait de dépendance au point de vue communal, et d'impossibilité de lutter contre les Pouvoirs publics et le Pouvoir politique. On en avait besoin pour ne pas mourir.

Donc, attitude de bienveillance paternelle ... Débats invraisemblables entre catholiques et libéraux quand les problèmes arrivaient à la Chambre. Des déclarations pour ou contre la liberté. Empêcher le travail des enfants, c'est scandaleux, c'est aller contre la liberté. Il faut leur laisser faire ce qu'ils veulent, et par conséquent aller au travail si cela leur plaît. Pas d'instruction obligatoire. Il fallait laisser aux enfants la liberté, ne pas réglementer le travail, au nom de la liberté ! Et toutes ces choses invraisemblables, ce n'est pas si vieux que cela !

Nous arrivons maintenant à la période de naissance des organisations ouvrières, et de ses premières luttes.

Il faut rappeler d'abord l'expansion industrielle extraordinaire qui s'est produite à cette date et a amené une concentration plus grande des entreprises.

Nous voici en présence de trois éléments. De 1850 à 1875, c'est un progrès bouleversant au point de vue économique. La force motrice est décuplée dans le pays. L'énergie passe de 1 à 10 en 25 ans, puis de 10 à 25. La houille passe de 1 à 3. Le chemin de fer qui, en 1850, comptait 1.000 kilomètres, arrive à en compter 3.500 en 1870 ou 75. Le réseau ferroviaire a triplé en vingt ans. Voilà des choses importantes du développement économique : le percement d'autoroutes ... cela ira moins vite que pour construire les chemins de fer.

1. Au milieu de l'effort de concentration industrielle, il y a la naissance des mouvements. Ils se développent en nombre important, spécialement les mutualités. Elles sortent de leur caractère professionnel. Autrefois, il y avait la mutualité des chapeliers pour les travailleurs qualifiés. Maintenant, les mutualités sont accessibles à tous les travailleurs d'une localité ... ce qui va changer un certain nombre de choses. Au lieu de parer d'abord à la défense d'une corporation, on se trouve rassemblés dans des groupes où on échange sur les problèmes ouvriers. Ce ne sont plus des problèmes exclusifs, mais on est confronté avec les travailleurs du métal, du textile ou des charbonnages; on s'unit; une conscience ouvrière se crée. Par exemple, quand il y a une baisse de salaire, c'est une conscience collective qui se soulève.

Les premières indemnités en cas de maladie apparaissent timidement. Le pays aura un jour sa sécurité sociale mais au début, ce ne fut pas l'oeuvre de grands juristes. Ce sera l'oeuvre de gens qui savent à peine lire ou écrire, qui devront apprendre à écrire pour faire les comptes des mutualités anciennes, puis les comptes d'une époque plus tardive, où ils mettront toute leur qualification personnelle. C'en est bouleversant !

2. Alors sont nées les premières coopératives, très vite lieux de prédilection où se sont développées les idées socialistes; les socialistes ont été les pionniers des coopératives. Les coopératives ne se structureront vraiment qu'à la fin du 19ème siècle. Beaucoup de militants socialistes, formés dans le cadre des premières coopératives, établiront le contact entre elles pour se fédérer.

3. On arrive maintenant à la réunion des syndicats, des fraternelles de tisserands gantois qui très vite d'ailleurs ont agi vers une grande grève des tisserands, à partir d'un accord qu'on pourrait appeler "pré-marché commun" entre l'Angleterre et la Belgique, accord de libre échange qui aboutit à l'entrée des produits textiles, libérés de tout droit de douane. Ce fut la première action syndicale. Les travailleurs ont perçu la suprématie des produits anglais, ce qui va faire s'écrouler les salaires. De fait, les premiers salaires écroulés feront vite arriver à la première grande grève gantoise, suivie d'autres qui furent sévèrement réprimées par 2 ou 3 ans de prison.

J'insère ici un petit récit important, extrait du livre "Il y a cent ans naissait le syndicat des 'Broederlijke Wevers'", par Jean Neuville (1) :

"C'est encore chez ces travailleurs gantois qu'en 1857, la volonté de se grouper pour l'action surgit d'abord. C'est un fileur de la fabrique Baertsoen qui prit l'initiative de distribuer des tracts dans les fabriques, convoquant les ouvriers à une réunion à l'estaminet "Het Zwijger", "tenu par Nélis, également fileur usé par le travail. Une quinzaine de fileurs répondirent à l'appel. La réunion eut lieu dans un petit grenier à peine assez grand pour contenir tout le monde. C'est là que cet ouvrier, père de seize petits enfants dont l'aîné n'avait que 10 ans, commença à dépeindre toute la souffrance et la tristesse dans lesquelles tous avaient à se débattre tandis que plusieurs parmi les maîtres s'enrichissaient un peu plus chaque jour avec toutes les satisfactions (wellusten) qui en résultaient. Tous ceux qui se trouvaient là sentaient que l'orateur disait la vérité et l'émotion leur étreignait le coeur. L'orateur continua : "Si nous voulons améliorer notre situation matérielle et morale, il est nécessaire que nous nous organisions comme un régiment de soldats et que nous constituions une association puissante qui nous garantisse contre les diminutions que les maîtres oseraient vouloir opérer sur nos salaires."

"Comme personne ne demandait la parole, les hommes se séparèrent, mais chacun exhorta ses camarades à devenir membres de l'association des fileurs. Une deuxième réunion suivit, convoquée par le même orateur, dans un autre estaminet, chez F. Joski, 't Kaleitje, quartier Saint-Pierre".

-----  
 (1) Jean NEUVILLE, "Il y a cent ans naissait le syndicat des 'Broederlijke Wevers', La Pensée Catholique, Bruxelles, 1957, pages 14-16.

"Quant aux tisserands, ce n'est que lorsqu'ils eurent appris que les fileurs avaient déjà tenu deux réunions, que quelques-uns décidèrent bientôt qu'une réunion aurait lieu à l'Harmonie (coin des rues Saint-Hubert et Saint-Pierre). Le premier appel ne fut entendu que par un petit nombre de tisserands. La cause en était le fait que les circulaires étaient manuscrites et mal distribuées. Cependant, on trouva là deux orateurs : Jan Ketels et Ferdinand Moreels qui firent voir aux tisserands la nécessité de s'unir comme les fileurs. En conclusion, il fut décidé de tenir une seconde réunion dans le même estaminet, réunion qui eut lieu le dimanche suivant.

"Cette réunion fut beaucoup plus nombreuse que la première, l'auditoire se composant d'environ 200 hommes.

"Les mêmes orateurs intervinrent et après eux vint Jan Deridder, qui lut un discours dans lequel il s'étendit longuement sur le droit d'association.

"Les tisserands et les fileurs n'attendirent plus jusqu'au dimanche; ils commencèrent à tenir deux à trois réunions par semaine, réunion durant parfois jusqu'à minuit.

"Chaque semaine, le nombre des membres allait croissant et bientôt, ils éprouvèrent la nécessité de prévoir un Comité régulier pour assurer leur organisation."

En 1857, on érige les statuts des fileurs, des tisserands, des métallurgistes; en 1859, ceux des mécaniciens. L'association compte jusque 600 membres. C'est la première fédération syndicale tisserands et métallurgistes - 3 juin 1860 !

Cette histoire, il est bon de la rappeler. Ce n'est pas une histoire d'idéologies qui s'affrontent. Dans leurs statuts, on lit : "Dieu et la Loi" ... On parle de messes célébrées pour tous les membres ... Mais dans leurs associations, pas de prêtres. Ce furent seulement des laïcs, des ouvriers. Rien de philosophique ou de religieux.

1857 : La grève générale des tisserands gantois émeut, quelques semaines plus tard, les autorités, mais pas au point de changer les choses ... sinon de se livrer à une répression plus forte.

En 1859, arrive un soutien financier d'un syndicat de Roubaix pour soutenir les grévistes. On récolte 97 frs 10. Cela marque l'internationalisation. Voilà donc une dimension internationale ... mais, dans ce cas, les frontières, ça n'a pas beaucoup d'importance. Tout se fait pour le soutien des grévistes, dans une tradition ouvrière. Ce qui se fait encore aujourd'hui.

1859 : nouvelle grève contre la diminution des pièces. On n'avait plus que 6 pièces de tissu, au lieu de 7, comme salaire.

En 1861, troisième grève des syndicats. Les leaders sont enfermés pour 2 ou 3 ans. Il faut noter ici la disparition du syndicat. Alors, qu'est-ce qui s'est passé ? Voilà donc la première rupture syndicale. Mais, le syndicat disparu, il fut reconstitué. Phase d'échec, qu'on trouve dans toute l'histoire ouvrière; ce n'est pas simple de maintenir un syndicat.

Ce qui est caractéristique, après l'échec, c'est que le combat a commencé au sein des deux syndicats (socialiste et chrétien), non à partir de l'idéologie socialiste ou chrétienne. Mais ils ont ce signe caractéristique qu'on retrouve chez Lénine ou Cardyn : la lutte, où s'éveille très tôt la volonté d'une culture ouvrière, pour le combat ouvrier. Le syndicat a tout de suite créé une bibliothèque populaire qui fonctionne par les travailleurs. On avait des difficultés d'obtenir des bouquins; la ville de Gand, à tendance libérale à l'époque, fournit des livres qui attaquaient la religion; alors le conflit a éclaté entre les deux syndicats. C'est l'origine de la première scission, qui s'est faite autour du problème religieux.

Alors sont nées les associations "Vooruit". Ce n'est pas encore le socialisme intégral, mais le point de départ du socialisme ultérieur. Nouvelle refonte du syndicalisme, qui ne sera pas confessionnel, il écartera l'aspect religieux. Il ne s'origine pas dans l'Eglise, mais dans la classe ouvrière. Historiquement. C'est évident pour moi.

En 1868 seulement, 11 ans après, la première internationale de Karl Marx prendra un caractère anti-religieux. A ce moment-là, il trouvera un véritable support en Belgique, dans la personne du maître à penser César de Paepe, qui a son nom dans la ville de Bruxelles, non par hasard, mais parce qu'il fut le premier pionnier au départ du vieux socialisme proudhonien, plus libéral. Proudhon fut le pionnier de l'autogestion, unissant les travailleurs entre eux dans une espèce de co-gestion. Avec César de Paepe, cette doctrine se développa très vite.

En 1875, il y eut une réunion belge, en union avec l'Internationale, à Bruxelles. On se heurta vite avec les marxistes flamands. Le marxisme est né en Flandre plutôt qu'en Wallonie. Le socialisme wallon était plus anarchiste, plus conforme aux idées du peuple wallon ... plus anarchiste que marxiste.

Et nous voilà arrivés au radicalisme wallon, avec de vrais conflits.

En 1877, fondation du parti socialiste flamand. En 1879, fondation du parti socialiste bruxellois. En 1885, le parti ouvrier belge est le premier parti socialiste du pays.

Que s'est-il passé ?

- Naissance des coopératives et syndicats.
- Naissance des mutualités.
- Entrée dans l'action politique.

Et voilà la position ouvrière, à la fin du 19ème siècle.

Au 20ème siècle, du côté chrétien seulement, naîtront des sociétés éducatives et sociales d'un nouveau type qui ne correspondent pas à la première phase de l'action ouvrière et de son histoire. Mais les grandes organisations sociales ont les pieds baignés dans le long courant de l'histoire ouvrière. C'est elle qui a posé les armatures qui restent.

Je crois au mouvement apostolique ... mais enfin, c'est le mouvement ouvrier qui a ébranlé le monde ouvrier !

Peu d'interventions vraies des Pouvoirs publics, sinon pour jouer un rôle répressif, une justice de classe s'attaquant aux hommes.

Au fond, rien n'a été fait, rien n'a été dit. Sinon une déclaration de Monsieur Pirmez, député catholique du Hainaut, disant que la lutte ouvrière avait attaqué surtout les propriétaires, les capitalistes, et que les ouvriers n'avaient pas beaucoup souffert. On était en pleine incompréhension. C'était la lutte des classes qu'il fallait entamer avec force et courage pour sortir de cette incompréhension des Pouvoirs publics ... que les gouvernements soient libéraux ou catholiques ! Il fallait agir avec force et courage pour sortir de cette aliénation.

Avant la guerre scolaire, il y eut la grande querelle des cimetières. A l'heure actuelle, on se dispute au sujet des 19 communes ... Alors, c'était sur les cimetières : devait-on enterrer chrétiens et non-chrétiens dans les mêmes cimetières ?

Cependant, un grand problème était en train de naître. Du côté de l'épiscopat, des chrétiens, aucun effort sérieux, sinon un certain effort de bienfaisance (les premiers efforts de la société de saint Vincent de Paul à partir de 1850). Les premiers efforts de l'Eglise commenceront avec Rerum Novarum, que nous aborderons à la prochaine réunion. De cette encyclique sont nés vraiment les premiers mouvements sociaux organisés.

En conclusion de ce que je vous ai dit :

Pour comprendre le monde ouvrier, il faut croire qu'il est porteur d'une mission, d'une anamnèse, d'une sorte d'Eucharistie ouvrière.

L'histoire ne passe pas seulement une fois, mais elle dure; c'est ce qui est entré dans la longue vie d'un peuple ... ses réactions fondamentales esquissent ce qui reste de l'histoire ouvrière.

Vous savez mieux que moi ce qui reste de cette foi ouvrière, à travers les techniques et les réactions des travailleurs.

L'image du gendarme ! Pour les bourgeois, c'est celui qui dresse des conventions. Pour l'ouvrier, c'est celui qui a tiré sur son père ou son grand-père.

C'est nécessaire de savoir cela.

Pour écouter l'histoire ouvrière, il faut communier à son histoire; il faut que le coeur y soit. Autrement, c'est un sacrilège ...

Il y a un mémorial vivant du monde ouvrier ... Le mémorial du monde ouvrier, c'est comme ce qui se passe aujourd'hui dans l'eucharistie ... ce qui reste de lui ... c'est le premier monument de la classe ouvrière ... c'est ce qu'il porte dans son coeur et dans son histoire !

---

## DEUXIEME CONFERENCE

BRUXELLES (CAOR) 16-2-1973

Nous en étions restés en 1886.

1886 : première grande grève générale dans l'histoire ouvrière de notre pays ...

Je reste volontairement dans l'histoire ouvrière belge, mais on pourrait dater à peu près des mêmes périodes, globalement, les mêmes événements dans toute l'Europe occidentale; à l'exception, peut-être, de la Grande-Bretagne, où ces événements ont eu lieu 20 ou 30 ans avant ce qui s'est passé sur le continent.

Dès cette époque, ce qui est important à signaler, c'est le mouvement ouvrier américain, qui a posé les premières armes ... pour la fête du Premier Mai ! Ce 1er Mai a une origine ouvrière américaine. Elle est née aux Etats-Unis, puis elle s'est répandue et a été reprise par l'ensemble des pays socialistes comme symbole de la lutte ouvrière. La plupart des "1er Mai" furent des jours de grève et de lutte des travailleurs. Il y eut même des morts à Fourmies, en France. Des ouvriers furent assassinés par la gendarmerie de l'époque, tués pour avoir voulu faire la procession de la Sainte Vierge. Ils sont sortis de leurs usines. Ils ont fait grève pour la Sainte Vierge et la troupe a tiré ...

Le choc de 1886 fut extrêmement profond et a mis à l'épreuve les hommes politiques. A l'époque, la majorité gouvernementale était de tendance catholique. Elle avait le pouvoir. L'opposition, elle, était de tendance libérale.

A l'intérieur du parti catholique, on avait affaire à une tendance de droite conservatrice. A l'intérieur du parti libéral, il y avait, à gauche, les radicaux. Ils fréquentaient quelque peu les milieux socialistes, mais pratiquaient une politique différente. Ils étaient peu nombreux, en raison justement du système des suffrages, qui amenait au gouvernement des gens d'une seule couche. Les grèves amenèrent le désordre. Une réaction assez vive de la population se produisit à la rentrée parlementaire par le Discours du trône du Roi Léopold II, attirant l'attention sur la nécessité d'apporter des solutions par le canal législatif au problème de la vie de travail. L'expérience fut marquée par une réglementation sur le plan de travail.

En 1887, on en arrive à l'interdiction du système "magazinat" (tous les travailleurs du quartier et de l'usine devaient obligatoirement acheter là toutes les marchandises).

En 1889 : réglementation du travail pour les femmes et les enfants. Les femmes ne devaient pas y aller avant 16 ans ... Ce fut tout.

En 1891 : les femmes ne peuvent descendre à la mine qu'à 21 ans. La loi avance ...

En 1903 : première loi pour les accidents de travail; plusieurs grandes interventions en matière de pensions.

En 1894 : il y avait eu la création d'un Ministère du Travail. Puis, les premières lois de législation sociale prirent corps dans notre pays. Elles ont été votées - c'est important de le dire - sans enthousiasme, sans élan, mais comme nécessité, par crainte de la rue. L'histoire ouvrière - pour nous qui, en plus grand nombre n'en sommes pas originaires - n'est pas née d'un geste généreux de la nation, mais d'une lutte, de combats, d'un certain nombre de grèves de la classe ouvrière.

A cette époque, les syndicats étaient des cellules relativement locales, créées dans les entreprises ou groupes d'entreprises dans une certaine région. Alors, fut inaugurée la première structuration nationale des syndicats : les commissions syndicales socialistes.

En 1898 : commença, du côté socialiste, la première commission syndicale du Parti ouvrier belge, qui avait charge d'opérer la première affiliation au Parti. Ce fut ainsi jusqu'en 1914 dans le Parti socialiste belge, comme en Angleterre dans le Parti travailliste.

Le problème : support et participation à l'action syndicale, rapports entre les partis politiques et les syndicats, s'est toujours posé et se pose toujours dans l'histoire de la classe ouvrière. Mais la ligne générale, dans l'évolution de l'histoire, a été une ligne d'indépendance progressive du mouvement syndical par rapport au mouvement politique. La Fédération du Travail, en Belgique, est plus indépendante maintenant qu'il y a 50 ans. Même chose du côté chrétien : on va vers une indépendance syndicale progressive.

En 1900 : constitution du premier syndicat chrétien national, grâce au Père Rutten, dominicain : premier syndicat chrétien se structurant dans ce pays. Les problèmes évoluent dans le monde chrétien.

Développement des mutualités : du stade de la fédération régionale ou sociétés locales, elles deviennent des mouvements nationaux structurés.

La loi de 1894 avait reconnu les unions mutuellistes. Maintenant, c'était une reconnaissance légale des mutualités, devenues plus tard le grand organe de la distribution de la Sécurité sociale officielle avec statut officiel public.

En 1900, ce furent les grandes unions nationales des mutualités : alliance des mutualités chrétiennes et socialistes fondées comme unions nationales. Ce furent ensuite les coopératives, d'abord socialistes; leur développement fut plus accentué en Flandre d'abord, en Wallonie par après. Les coopératives chrétiennes eurent 20 ou 30 ans de retard.

Dès le début des coopératives, un conflit éclata : conflit idéologique entre les instances du parti socialiste et les instances syndicales pour ce que représentait ce pourquoi elles se battaient... Ce pourquoi, c'était aider les travailleurs et financer les mouvements. Les coopératives ont toujours eu des problèmes dans la mesure où elles ont une forte idéologie de la transformation de la société; et à cause de leur effort de structuration, elles ont souvent été considérées comme en dehors du mouvement ouvrier.

Une grande compagnie d'assurances fut créée par les socialistes. Réaction : on réclame la nationalisation des assurances ...

En 1890 : nouveaux conflits avec César de Paepe, le penseur socialiste, et Anseele, gestionnaire des coopératives et des assurances; son petit-fils est aujourd'hui ministre dans le gouvernement Leburton.

Il se crée des choses neuves, mais en même temps il se maintient une certaine permanence dans le mouvement ouvrier et les problèmes de l'intérieur de ce mouvement.

L'évolution de la vie ouvrière va alors se montrer par des grèves plus ou moins importantes, mais surtout par le premier "lock-out". Le "lock-out", c'est une mesure patronale mettant les travailleurs hors de l'entreprise, lui refusant le travail, lui refusant le droit de grève, n'y voyant qu'une occasion de répression et de refus des augmentations de salaires et de conditions de travail plus intéressantes. Il y a eu de rares "lock-out" en Belgique, mais celui de Verviers en 1906, dans le textile, fut d'une importance capitale, vu sa longueur, et il fut difficile de résoudre le problème, à cause des interventions politiques; les travailleurs et le patronat ont dû s'asseoir très longtemps au même banc.

En 1906 : première convention nationale du textile. Avant les conventions, les accords, les avantages, se traitaient seulement entre les entreprises. Les conventions collectives manifestent la solidarité sociale. Après, plus aucun secteur n'existe sans convention; le mouvement ouvrier avait sa place dans la société. Les deux syndicats, socialiste et chrétien, tiennent leurs avantages de ces conventions collectives, car la force syndicale n'existait pas. La convention collective était obligatoire. Mais le plus important fut que, par ce moyen, on marchait vers la promotion sociale des travailleurs.

Lutte pour le suffrage universel : 4 grèves générales dans lesquelles le mouvement chrétien et le mouvement socialiste ont lutté : 1892, 1893, 1907, 1913. Et

c'est seulement après la guerre de 1914 que le large "coup de Loppem" accorda le droit de vote à l'ensemble des hommes de ce pays.

Le socialisme a été le fondateur du mouvement ouvrier belge, préparé dans la partie flamande et dans la partie wallonne avec des tendances différentes. En Flandre, on s'alignait plus sur un socialisme à tendance marxiste soulignant le rôle de l'Etat et des Pouvoirs publics. En Wallonie, tendance plus anarchique.

Il ne faut pas confondre le mouvement ouvrier chrétien, son histoire, et l'histoire de l'Eglise.

On pourrait croire que Rerum Novarum a permis aux travailleurs chrétiens de se rassembler en mouvements. Ce ne sont ni le Pape, ni les Evêques, ni les catholiques qui sont intervenus. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui l'ont voulu. Ce sont eux qui ont créé la première cellule syndicale.

L'action des catholiques dans certains cercles d'étude, les patronage, les oeuvres de bienfaisance, s'est mêlée au mouvement social qui se développait; mais la perspective de l'Eglise était de maintenir la moralité du travailleur, de l'aider à ne pas trop boire, à bien se marier, à préserver sa foi, à faire de bons foyers ... et à leur faire l'aumône. Voilà ce qui a dominé en grande partie l'action sociale catholique organisée.

L'encyclique Rerum Novarum avait été préparée par de rudes combats. On en a fêté l'anniversaire en 1971. Des études ont été conduites par le professeur Aubert de l'Université de Louvain. Jusqu'au dernier moment, on se demandait ce qui allait en sortir, particulièrement à cause de "l'affaire Pottier", "père de l'Ecole de Liège", qui pensait que l'Eglise dans son ensemble n'allait pas soutenir le courant. L'esprit conservateur régnait encore trop alors, en France comme en Belgique. Il y avait un refus du syndicalisme vrai. On semblait aboutir à un arrêt. Enfin, on est arrivé à adhérer au texte de Rerum Novarum.

Quand on le lit aujourd'hui, on reste déçu. Ce fut pourtant un coup de clairon dans le monde catholique, mais cela reste assez faible, même par rapport aux besoins de l'époque. Il ne faut pas majorer l'effet de l'encyclique, quoiqu'elle ait paru comme une charte de soutien pour le travail.

Les grands bourgeois catholiques se sont réunis à Malines, en congrès, avec des évêques, des prêtres, des chrétiens, tout ce que le monde social catholique comportait alors, avec le souci de rencontrer les problèmes collectifs du monde ouvrier.

Des hommes capables, des socialistes, le Père Rutten, toute une jeune génération de parlementaires, élus en 1894, la jeune droite catholique, avaient fait de gros efforts, poussant l'épée dans les reins, pour que les lois sociales soient

acceptées. Parmi eux, nous relèverons le nom de Carton de Wiart, alors Ministre d'Etat, le pionnier de cette action des catholiques dans la politique de l'époque, qui a permis au parti catholique d'accepter la législation. Il y eut encore des débats.

On a beaucoup résisté contre le "primaire obligatoire". Cela, disait-on, allait léser la liberté des travailleurs ... La liberté était la première valeur. Il faut se rendre compte du décalage entre le monde catholique constitué et la réalité de l'époque ...

La représentation politique des travailleurs au Parlement ! ... C'est une longue histoire, marquée de concessions, d'accords, mais aussi de moments épiques, principalement dans la région de Charleroi, en 1936, entre catholiques traditionnels et les démocrates chrétiens. Leurs problèmes sont encore nos problèmes d'aujourd'hui.

Après 1914, l'action ouvrière chrétienne organisée se développe. Elle eut son autonomie reconnue : la reconnaissance du mouvement ouvrier se fait.

La guerre avait marqué une étape importante : nous noterons l'accès au pouvoir de Ministres socialistes, comme Vandervelde dans le cabinet du Roi. Cet événement politique fut perçu par la classe ouvrière. Cela représentait pour elle la première grande victoire, une étape profonde des victoires du monde ouvrier : un des leurs était Ministre de cabinet du Roi ! Le Parti ouvrier rentrait au pouvoir ! Le fait qu'un Premier Ministre soit socialiste est important, aujourd'hui encore. A ce moment-là, cela créa une profonde émotion. Nous aurons quatre Premiers Ministres socialistes : Spaak, Van Acker, Huysmans et Leburton. Quatre Premiers Ministres socialistes en 100 ans : c'est encore peu !

Nous sommes en présence de plusieurs éléments importants :

1. Le suffrage universel : les élections, après 1914, ont fait du Parti socialiste belge le premier parti du pays. Le parti catholique et le parti libéral sont alors liés ensemble.
2. La commission paritaire nationale, qui fixe les salaires dans les entreprises et industries nationales.
3. La naissance officielle en URSS de la Révolution communiste en 1917, qui n'a pas eu de répercussion immédiate, en ce sens qu'elle n'a pu s'imposer dans un pays comme le nôtre. Mais elle a été perçue comme un peu messianique, rendant force et confiance pour la transformation de la société, en face de la crainte bourgeoise. Et en même temps naissait une grande sympathie pour l'URSS. Pour l'avenir du communisme, il faudra attendre les années 1935-1936.

4. La guerre 1914-1918, terminée par un traité de paix, fut plus ou moins suivie d'une période de grande crise économique, ébranlant les fondements de la vie capitaliste (crise 1929-1932). Crise du dollar - de l'or - crise monétaire pour les travailleurs qui ont connu les grands handicaps de la misère, des chômages spectaculaires qui ont ravagé jusqu'aux Etats-Unis.

Dans toute la tradition du monde ouvrier, on retrouve la pratique d'avant 1914 : décisions de baisse des salaires, ce qui fut désastreux pour la population ouvrière, où il y avait 25 à 30 % de chômeurs. Panique dans l'Europe et le monde. On a essayé de colmater les grèves, on n'y est pas arrivé.

En 1932, une grande grève générale, très dure, qui déclencha la panique devant ce chômage général. C'était ahurissant !

En 1932 aussi : premier Gouvernement de gauche où un chrétien démocrate (Poulet) et le socialiste Vandervelde arrivaient au pouvoir.

En 1936 : date historique : accession au pouvoir, en France, du Front Populaire avec son meneur, Blum. Grande manifestation à Paris. Accords de Grenelle qui ont permis, après l'occupation d'usines qui a duré un temps assez long, un progrès réel.

En Belgique, la grève générale fut aussi très dure, surtout à Charleroi et dans tout le Hainaut, où il y eut plusieurs incendies de châteaux, de charbonnages. Certains endroits ont failli abandonner "l'outil", ce qui devait se conserver dans les entreprises.

La classe ouvrière venait d'être dans la détresse. On n'avait pas de caisse de résistance : on ne pouvait payer qu'une petite partie des travailleurs. Donc, pas de dédommagements.

En 1936 : une des plus grandes victoires : une première semaine de congés payés, le droit d'avoir huit jours ! On pouvait aller à la mer, à la plage, c'était comme un symbole ! Aujourd'hui, pour nous, c'est une banalité. Mais alors, c'était rare ... il y avait encore des ouvriers qui travaillaient le dimanche. En 1936 ! Ce n'est pas si vieux que ça !

Voilà ! Le développement des organisations ouvrières est prodigieux !

Le syndicalisme socialiste avait, avant 1914, 200.000 adhérents; il en a maintenant 400.000. Les chrétiens avaient 50 % de la FGTB. Le mouvement ouvrier chrétien s'était introduit dans la classe ouvrière. C'était quelque chose de radicalement neuf.

En 1925, Cardijn et la naissance de la JOC et de la CSC. Cardijn était aumônier des oeuvres sociales de Bruxelles. Ce fut un événement important pour le

mouvement ouvrier tout entier et pour l'Eglise elle-même : la reconnaissance de la jeunesse ... la perception de perspectives éducatives ... C'était un présage que la lutte de demain ne sera pas seulement une lutte pour le travail mais pour un combat culturel, l'arrivée d'une authentique culture ouvrière basée sur la promotion des personnes.

Il y aurait beaucoup à dire sur le caractère original de la JOC par rapport aux Jeunes Gardes socialistes (jeune formation politique). C'était une force que ce mouvement spécifique de la JOC !

C'était aussi la période de la reconnaissance de plus en plus nette du monde ouvrier comme une des dimensions de la société belge, dont le pouvoir politique doit tenir compte, dont le patronat commence à tenir compte, pour la vie des entreprises au point de vue national.

En 1940, arrive l'époque des camps de concentration. Beaucoup de dirigeants syndicaux refuseront la collaboration avec l'occupant. Ils prirent leurs valises pour reprendre le travail habituel et se sont retrouvés dans les prisons d'Allemagne et les camps de concentration, menant une action clandestine. Dans la clandestinité, le syndicat continuait.

En 1945, l'unité dans la Résistance fit germer l'idée d'un syndicat unique. Plusieurs conversations sur l'idée d'un syndicat unique eurent lieu dans le Hainaut; mais sur le plan national, la guerre éclata dans le socialisme belge, ce qui posa question au mouvement ouvrier.

Les deux syndicats collaboraient dans le Front commun, mais l'influence grandissante des communistes noyait pour une grande part les syndicats socialistes. Leurs pressions ne furent pas suivies. On voulait reprendre l'appareil en main et éviter que les communistes de Moscou soient trop nombreux.

L'unité syndicale ne serait-elle plus qu'un rêve que certains croyaient pouvoir réaliser d'un coup de patte ?

Depuis dix ans maintenant, la Belgique connaît un syndicat permanent : c'est le Front Commun. Je vous rappelle les chiffres : 1.000.000 de syndicalistes chrétiens et parmi les travailleurs manuels, 75 % de syndiqués. Nous sommes le pays du monde où le syndicalisme est le plus puissant. Pour beaucoup, le Front Commun n'est encore qu'une étape vers une transformation plus profonde du syndicalisme. Un syndicalisme de militants, c'est meilleur idéologiquement. Mais une masse est moins dynamique; c'est plus difficile d'arriver à une prise de conscience dans une masse pareille. Cela implique des problèmes de communication entre base et sommet, avec une technicité de l'organisation.

En 1944, dans la clandestinité, fut conclu le Pacte social, c'est-à-dire le système complet de la Sécurité Sociale ... le point de départ de la remise en cause

de l'organisation globale de l'entreprise. Le rêve chemine. Datent de cette période les conclusions de ce Pacte social.

Avant la première guerre, le mouvement ouvrier avait lutté pour une législation sociale en faveur des travailleurs. Après la deuxième guerre, ils ont lutté pour la reconnaissance nationale du Mouvement ouvrier. Ce fut le point de départ des réformes d'après-guerre dans l'organisation globale de la société et de l'entreprise.

J'ai aimé à souligner les grandes idées de l'histoire ouvrière. Il a fallu un long cheminement pour arriver à faire quelque chose.

En 1948, une loi organisant l'économie portait des revendications salariales dans la vie ouvrière et la vie des entreprises.

La délégation syndicale fut reconnue par les entreprises.

Un Conseil d'entreprise était chargé de dialoguer avec les patrons sur la situation générale de l'entreprise, puis Comité de sécurité et d'hygiène.

Il y eut aussi des élections sociales, pas comparables aux élections législatives, mais extrêmement importantes.

Au total, tous les syndicats se tenaient à peu près dans les mêmes proportions dans les conventions collectives nationales. Celles-ci tendaient à modifier la vie des entreprises en introduisant dans les conventions le droit à l'information. Obligation fut faite aux patrons de communiquer aux travailleurs un certain nombre de renseignements économiques sur la vie de l'entreprise. Ces perspectives de transformation de la société ont tourné autour des vues des deux grands syndicats, quoiqu'on les retrouve un peu différentes. On arrivera à la planification économiques ... certains débuts sont en cours.

La perspective d'autogestion (un peu un slogan) est une donnée de base de tous les syndicats européens, c'est-à-dire : qu'un jour ou l'autre, les entreprises seront gérées par ceux qui y travaillent. Cela veut dire aussi qu'il y aura des cadres ... on ne peut pas s'en passer tout à fait, mais plus d'interventions de banques ou de financiers. L'ENTREPRISE AUX TRAVAILLEURS ! La place des syndicats dans l'autogestion reste encore imprécise. Entre le monde ouvrier et le monde intellectuel, il y a bien de la différence. Le monde ouvrier invente les choses dans une histoire ... peu d'importance au départ si la réponse n'est pas précise, elle se trouvera ...

La planification de l'économie : le mot que l'on retrouve dans tous les syndicats. Première étape : le contrôle ouvrier a le droit de contrôler la marche des entreprises, d'avoir toutes les informations dont le patronat dispose; cette revendication met en cause le système. Mais la classe ouvrière a du courage. Elle n'a

pas peur de la longueur des chemins. Elle y mettra le temps. Il a fallu 30 ans pour qu'elle obtienne le suffrage universel, plus de 50 pour les congés payés, 75 pour la reconnaissance des délégations syndicales. Il y a là une aspiration profonde à une mutation radicale.

En 1968, à côté du développement du monde ouvrier, se développeront de nombreuses cellules plus radicales, qui portent toute espèce de nom ou n'en portent pas et où on retrouvera des gens de la Troisième et de la Quatrième Internationales (des trotskystes ...). L'Internationale communiste regarde avec un air de mépris les maoïstes, gauchistes ... Tout cela est une réalité ou des mythes qui traduiront une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse du monde étudiant. La jeunesse manifeste son impatience. Dans les centrales ouvrières éclateront des grèves. On les appellera "grèves spontanées" dans le monde ouvrier, "grèves sauvages" dans le monde bourgeois. Ces grèves se multiplieront ces dernières années ... Citroën ... Mineurs du Limbourg, etc. ... Un peu partout en Belgique.

La jeunesse et les travailleurs craignent que le pouvoir syndical devienne complice du patronat et du Pouvoir politique. Le risque n'est pas nul. Le même phénomène se produit dans beaucoup de pays d'Europe. La classe ouvrière se sauvera elle-même.

Il est frappant de remarquer que la première démarche des dirigeants syndicaux dans ce pays, près du nouveau Gouvernement, au Ministre du Travail, fut pour lui parler de deux choses :

- le problème de l'emploi;
- le problème des crédits d'heures.

Crédits d'heures : cette revendication faite déjà par la JOC en 1938 ... Les syndicats disent aujourd'hui qu'elle doit être réalisée dans les six mois. Les crédits vont permettre pour la première fois aux jeunes travailleurs de ce pays de ne pas s'esquinter, de pouvoir suivre des cours du soir dans de moins détestables conditions, de se faire reconnaître comme tous les universitaires, le droit d'être aujourd'hui, au moins à part partielle, des travailleurs étudiants.

C'est demain l'espérance d'un monde nouveau ... un monde où nous serons tous, travailleurs et étudiants, un monde qui, au lieu de toujours distinguer les fonctions productives et non productives, tentera d'être solidaire, qu'on soit un homme qui apprend ou un homme qui travaille. Cela met en cause quelque chose de neuf, de fondamental et de profondément vrai.

Parmi les pionniers, citons Max Bastin, mort depuis peu, qui se signala parmi les premiers en matière culturelle aussi bien de ce pays que de tous les pays européens et même du monde. Il a cru que les travailleurs n'ayant fait que leurs études primaires avaient vraiment droit à une formation de niveau supérieur. Et ce ne sera plus l'apanage de ceux qui auront terminé le cycle normal des huma-

nités. Et qu'aujourd'hui, les 800 élèves de cet ISCO (Institut Supérieur de Culture Ouvrière) font tous les samedis des efforts surhumains pour accéder non seulement à une meilleure connaissance, pour apprendre à se mieux situer, mais pour une transformation authentique de la société, c'est quelque chose de très grand !

Et au mois d'octobre, en ce pays, va s'ouvrir la première faculté économique et sociale ouverte à tous les travailleurs qui ont fait un premier cycle quelque part, pour une formation en politique économique. C'est une chose neuve qui marque le monde ouvrier, mais aussi le monde tout court.

---

Aurons-nous le courage de nous laisser interpellé par cette histoire ouvrière en notre propre vie et de croire que la classe ouvrière, dans la mesure où elle est porteuse de tout cela, est une classe prophétique qui dessine par certains côtés ce que nous devons être, ce que l'humanité de demain sera.

Voulons-nous avoir quelque chose à dire de l'espérance chrétienne ? Apprenons d'abord à connaître ce qu'est l'espérance humaine, cette espérance d'un monde qui confusément, à travers pas mal de mutations, cherche à faire une cité nouvelle. Si nous ne faisons pas cet effort d'entrer de l'intérieur dans cette grande espérance, nos mots "espérance chrétienne" sonneront faux et creux; si nous ne faisons pas une jonction très profonde entre la libération des hommes et le salut en Jésus Christ, il nous faut plier bagages et croire que le Seigneur est définitivement hors de cette histoire. Pour moi, l'Espérance est grande ...

Evoquons, en terminant, le problème actuel le plus proche, événement dans l'histoire ouvrière de ce pays : le séminaire Cardijn, avec la naissance d'une nouvelle Eglise, d'un nouveau visage de l'Eglise. Mgr Musty, évêque de Namur, a dernièrement ordonné Philippe Decruynaere, ancien jockey, chauffeur d'autobus et qui le restera. Pour la première fois dans le monde ouvrier chrétien, on ordonnait un travailleur, un prêtre au travail. Il y avait là des chauffeurs d'autobus, des prêtres, des jeunes, des religieuses, des prêtres au travail, des syndicalistes socialistes, des chrétiens et des non-chrétiens : un monde nouveau naissait ... Pour la première fois, on percevait ce que pourrait être un ministère demain ... Quelque chose comme UN MONDE NOUVEAU naissait ... Et où se trouvait réellement et mystiquement rassemblée dans cette Eglise toute la force du monde ouvrier d'aujourd'hui.

Et dans cette histoire ouvrière, je crois que dans la mesure où nous serons, où les chrétiens seront, très proches et pas seulement très proches, mais DANS la vie ouvrière, dans la mesure où nous croirons très fort en Jésus Christ, il y a encore de très beaux jours pour demain. Mais il faut que nous nous y mettions !

---

## TROISIEME CONFERENCE

BRUXELLES, 17 mai 1973.

On m'a demandé une information substantielle sur le "Colloque Européen du monde ouvrier", qui s'est tenu à Rome du 9 au 12 octobre 1972.

Cela nous amène à nous poser un certain nombre de questions concernant l'Eglise et le monde ouvrier.

Parler du colloque lui-même, c'est sympathique, mais ce n'est peut-être pas aller au coeur du problème. Ce sera donc une première partie, brève, qui sera l'histoire de ce "machin"-là.

En 1961, Monseigneur Himmer, évêque de Tournai, soucieux de la présence de l'Eglise au coeur du monde ouvrier, réunit autour de lui 10 évêques, pour réfléchir sur leur responsabilité pastorale d'évêques et leur participation à la mission en monde ouvrier. Une seconde réunion eut lieu deux ou trois ans après, encore à Tournai, avec les mêmes évêques; et ensuite plusieurs rencontres au cours du Concile ... Ce fut le commencement du colloque.

Ce colloque va passer par bien des filiations. Il est vite repris en mains par la Mission ouvrière française, qui coordonne tous les grands mouvements apostoliques : JOC, ACO, et qui devient la plaque tournante du groupe européen des secteurs de mission ouvrière qui touchent essentiellement les coordinations nationales de pastorale ouvrière, dans la mesure où elles existent.

Ce colloque européen n'était pas à proprement parler un colloque de mouvement, ni d'évêques, mais une rencontre où on a retrouvé quelques évêques, des prêtres (nous étions les plus nombreux), 15 laïcs et, pour la première fois, 4 religieuses : une belge, une française, une portugaise et une italienne.

Ce qui m'a frappé à ce colloque, c'est sa composition variée. Y étaient représentés 14 pays différents de l'Europe occidentale, à l'exception de la Scandinavie.

Qu'est-ce qu'on voulait par ce colloque ?

L'essentiel de son objectif était d'essayer de se rendre compte du caractère spécifique de la culture ouvrière et de sa nécessité d'être reconnue dans l'Eglise comme culture ouvrière - et comme monde ouvrier.

Son contenu ? Un long "VOIR" passionnant, avec des statistiques où Ignace Lindemans, un Belge flamand, montra les avancées du mouvement ouvrier dans

les pays d'Europe occidentale, avec quelques avancées dans les pays comme la Yougoslavie et dans les pays de l'Est.

Si ce fut passionnant au départ, ce le fut plus encore par après. Lindemans s'était d'abord fort situé en sociologue. Nous n'étions pas des sociologues, mais des gens engagés, et c'est petit à petit que le dialogue a pris une tournure beaucoup plus engagée. On a passé une bonne journée à regarder la situation du monde ouvrier.

La deuxième journée correspondait à la question classique : "Quel rapport cela peut-il avoir avec la foi et la vie de l'Eglise comme telle ?" Qu'est-ce qui a surgi ?

Dans un rapport remarquable, d'après les résumés des divers pays, le père Harri, aumônier de la JOC française, nous fit une synthèse de l'Eglise en train de naître en monde ouvrier. C'est essentiellement ceci : qu'il fallait se situer en face de l'Eglise en train de naître en monde ouvrier, et non de l'Eglise qui vient de l'extérieur se parachuter quelque part en monde ouvrier.

Théoriquement, il fallait dégager les pistes d'appel à l'Eglise. Cette présentation fut faite par l'ancien aumônier national des ACLI (Italie), maintenant évêque de Terni, grande cité industrielle au sud de Rome. A mon sens, il s'est mal situé; on est resté en face des demandes à la hiérarchie, aux prêtres, aux directeurs de séminaires, aux religieux, aux religieuses. L'assemblée elle-même se situait sur un autre plan : une réaffirmation : "Nous sommes l'Eglise en train de naître en monde ouvrier". Les travailleurs, ceux qui vivent déjà de leur foi, et les autres qui n'ont pas l'air d'en vivre explicitement mais qui pratiquement la partagent, les travailleurs sont cette Eglise qui naît en monde ouvrier.

Quelque chose de nouveau s'est passé. On en a pris conscience. Une Europe ouvrière est en train de naître. C'était la première fois que cela semblait surgir.

En même temps, prise de conscience du néo-capitalisme par toute la session européenne. Je m'explique. Il y a eu d'autres sessions : on y a comparé la position entre Latins, Germaniques et Anglo-saxons. Chez les Latins (France, Espagne, Portugal, Italie et nous un peu aussi, pays latin et ayant les mêmes options qu'eux), on était accoutumé à la notion de classes, de lutte des classes. Dans les pays germaniques (Allemagne, Autriche, etc.), le capitalisme était, disait-on, relativement supportable. Chez les Anglo-Saxons, à peu près de même.

Quelque chose de neuf était en train de se passer. Sur un plan assez large, il y a, de la part de presque tous les pays d'Europe, une prise de conscience dans l'Eglise et dans l'ensemble du monde contemporain, de ce néo-capitalisme comme oppresseur.

Donc, une grande unité : volonté de voir naître l'Eglise au coeur du monde ouvrier. On n'attendait pas de l'Eglise qu'elle fasse quelque chose elle-même, mais qu'elle reconnaisse comme véritablement rempli de valeurs ce qui est en train de se vivre aujourd'hui dans la classe ouvrière.

Analyse de la société néo-capitaliste ... Ignace Lindemans n'avait porté aucun jugement. Les carrefours ont porté le leur ; nous avons à faire à une société néo-capitaliste qui continue d'opprimer la classe ouvrière des différents pays d'Europe et, par ces pays d'Europe, opprime la classe ouvrière du monde tout entier.

Cela a été redéfini à propos de trois problèmes :

1) La multiplication des sociétés multinationales, devenues de plus en plus incontrôlables; les grandes décisions sont prises de très loin, face auxquelles les syndicats perdent leur ancienne efficacité de combat et sont appelés à se transformer très profondément pour répondre à cette situation nouvelle. Cette situation, très nouvelle, atteint, d'une part, les pays riches d'Europe où ces entreprises continuent à utiliser les travailleurs plutôt qu'à les faire grandir. Elles rendent non sûre la vie ouvrière, les décisions étant prises de très loin. Ces grandes entreprises multinationales peuvent un jour disparaître sans que, dans le pays où elles sont implantées, il y ait quelqu'un qui ait quelque chose à dire.

Autre facteur extrêmement important : dans la mesure où elles se heurtent à une certaine résistance dans les pays hautement industrialisés, elles commencent aujourd'hui à s'implanter dans les pays les plus pauvres d'Europe. Le Portugal, par exemple, commence aujourd'hui à être inondé de ces industries, inondation cependant toute relative. Elles exploitent le monde entier, s'installant dans toute une série de pays.

Pour les problèmes du Tiers Monde, on a l'impression que, dans quelque temps, le prix des matières premières sera peut-être dépassé. Il faudra se poser celui des produits finis au Tiers Monde; ces prix sont extrêmement bas; ainsi ils font concurrence à nos produits sur nos propres marchés et en même temps, permettent de continuer à exploiter la classe ouvrière du monde entier.

Aujourd'hui, le problème des prix des matières premières dans des pays comme le Brésil reste encore important. Mais par ailleurs, la présence de Solvay et de tous les grands trusts mondiaux pose un autre type de problème aussi grave; cela pourrait aboutir à ce paradoxe : de remettre en difficulté, au plan économique, la classe ouvrière chez nous, et la mettre en difficulté dans le Tiers Monde en même temps. Il y a donc là une solidarité extrêmement grande.

Il y a une série d'événements tout récents :

- l'affaire "AKZO" entre les Pays-Bas, la Flandre et l'Allemagne; trois pays qui étaient à la session et se trouvaient directement concernés par cela;

- l'affaire "MICHELIN" entre le Portugal, l'Espagne et la France, pour une série d'entreprises;
- l'affaire d'une firme implantée à la fois en Autriche et en Alsace.

Tous les participants pouvaient jouer sur tous ces mécanismes et se rendre compte que cela valait pour les plus hauts salaires d'Allemagne et en même temps pour les plus pauvres du Portugal. Ce fut une reprise de conscience très radicale avec un appel à une sorte de radicalisation de la lutte ouvrière. On sent, par exemple, que des phénomènes qui s'appellent chez nous : recherche d'un rassemblement des progressistes, assemblée des chrétiens pour un nouveau socialisme en France, marche en avant pour un Concile wallon et bruxellois, tous ces phénomènes ne sont pas liés étroitement à la politique belge; cela correspond à une lame de fond qui est en train de traverser assez largement l'Europe. Recherche, au fond, d'une transformation radicale de la société. Et toutes les illusions du "réformisme" qui ont peut-être pu guetter certains mouvements, semblent s'écrouler; avec des nuances, c'est la tendance générale.

2) Deuxième aspect : c'est la conviction fondamentale - et tous les participants sont d'accord - qu'à travers la vie des différents pays européens, le monde de l'enseignement et le monde de la culture tentent finalement de maintenir l'ordre établi, l'entrée dans le système, et aussi d'adapter la classe ouvrière à des structures dont elle ne veut pas. Et donc, la lutte ouvrière prend aujourd'hui, dans l'ensemble de l'Europe, un caractère non plus seulement politique, social, économique mais de plus en plus un caractère culturel, une volonté de mettre en valeur la culture propre du monde ouvrier, afin qu'elle puisse s'exprimer non seulement dans les manifestations culturelles mais aussi dans l'enseignement, qui doit être profondément revu.

3) Troisième aspect : le phénomène de l'immigration, phénomène massif au plan européen. Nous sommes dans un pays où il y a beaucoup d'immigrés. En Suisse, la législation est beaucoup plus dure que chez nous : les travailleurs immigrés ne peuvent pas venir avec leur famille. Nous sommes en face d'un phénomène raciste. Preuve : le référendum a failli réussir : presque la moitié de la population demandait la mise à la porte de tous ceux qui n'étaient pas du pays, de tous les immigrés. C'est un phénomène extraordinaire qu'un référendum puisse porter là-dessus et presque réussir ...

Tous les travailleurs sont des immigrés en puissance. C'est parce qu'ils n'ont rien à dire sur leur destin. Finalement, du sud de l'Italie, ils peuvent se retrouver en Hollande, en Scandinavie ou dans d'autres pays. Tout le système étant toujours basé sur le profit. C'est là une des condamnations les plus grandes du capitalisme.

Tous ces accents-là existaient chez nous, mais de constater que ce système capitaliste s'affirmait au niveau européen, cela semblait relativement neuf. C'étaient les trois éléments principaux.

Dans la partie qui concernait la vie de l'Eglise, il y eut une longue discussion qu'a bien relevée l'abbé Harri. Il analysa tous les surgissements de l'Eglise en monde ouvrier, toutes les petites choses et toutes les grandes choses à en dire, en train de se vivre, à la fois à la base et plus collectivement, très explicites et très implicites, qui se faisaient jour à travers les groupements du mouvement ouvrier; des valeurs propres au monde ouvrier, non seulement vu comme statique, non pas seulement à travers le monde ouvrier chrétien ou action catholique, mais à travers le mouvement ouvrier comme dynamisme de l'histoire - ce mouvement ouvrier étant porteur d'espérance d'Eglise. A la condition qu'à l'intérieur de ce mouvement ouvrier, vivent des chrétiens comme indigènes, comme porteurs authentiques de ces valeurs, qui puissent annoncer Jésus-Christ comme Libérateur.

Au niveau des gens en responsabilité de la pastorale au plan national, cela marque un changement progressif dans la notion de MISSION. A ce niveau, on prend conscience que la mission n'est pas une sorte de mouvement de l'Eglise institutionnelle qui à tout prix veut s'implanter en monde ouvrier, mais la "mission", c'est d'abord des hommes et des femmes, vivant de cette vie du monde ouvrier, y exprimant petit à petit dans leur langue propre, dans leur culture propre, ce qu'est leur foi ou leur approche de la foi. Cela pose des questions. Car si le monde ouvrier n'a pas assez de militants "nés natifs", on se demande comment la foi pourrait y naître ! Mais l'accent est tout autre que de dire : NOUS, la Sainte Eglise de Dieu, nous, porteurs de l'essentiel de l'Evangile (et évangile vécu ...), nous allons le porter là-bas. C'est, bien au contraire, le monde ouvrier appelant l'Eglise à se convertir.

Le monde ouvrier appelle l'Eglise à se convertir ! Le monde ouvrier vit parfois l'Evangile sans le nommer. C'est important de savoir cela, comme libération d'un certain paternalisme qui nous guette tous et dont nous sommes encore tous très marqués. Cela veut donc dire : une Eglise qui naît dans la lutte des classes. Si l'on croit que la lutte des classes est une dimension du monde ouvrier, c'est peut-être embêtant pour nous ... une Eglise qui naît dans des combats extrêmement durs, qui s'exprime dans un langage auquel l'Eglise ne comprend pas encore grand chose, qui fait preuve de non-compréhension ... cela se voit tous les jours.

On croit au langage bourgeois; le langage ouvrier n'est pas encore accepté. Je viens d'aller à Namur, à l'ordination de Philippe Decruynaere, séminariste ouvrier du séminaire Cardijn à Jumet; c'était certainement un des signes de cette nouvelle Eglise. Mais quand on voit combien il faut encore se battre pour obtenir certaines modifications de formules liturgiques, on se dit que la langue ouvrière dans la liturgie, ce n'est pas encore pour tout de suite ! Il y aurait pas mal de choses à modifier encore. La langue bourgeoise est acceptée, car c'est cette langue que l'Eglise a toujours employée. C'est cette prise de conscience qui a été fortement reconnue à Rome, dans une attitude de refus devant un certain style, notamment à l'audience du Pape, style d'ailleurs assez étonnant.

On s'est aperçu qu'on n'avait rien à demander à l'Eglise-Institution, sauf qu'elle accepte de reconnaître fondamentalement la réalité du mouvement ouvrier, porteur d'espérance ... qu'elle se mette humblement à l'écoute. Les gens qui étaient là étaient des croyants, mais le divorce est tel qu'il faut penser les choses d'une tout autre manière.

Dans son discours, le Pape a rejoint, avec beaucoup de force, un certain nombre d'aspirations du monde ouvrier, en soulignant l'importance d'une présence d'Eglise dans la culture ouvrière. A l'audition, nous avons trouvé cela fort sympathique. Mais à la relecture, nous sentons continuellement des mises en garde. Par exemple, il était fait appel à l'Europe occidentale = rejet de la violence. Mais il ne fut pas question de celle qui pèse sur les travailleurs, celle que les travailleurs pourraient utiliser comme moyen de résistance. Au fond, l'Eglise n'allait pas au-devant du monde ouvrier en toute franchise. C'était : "OUI - MAIS" ! Non pas qu'on demandait au Pape la reconnaissance de la violence, mais il semble que ce soit en tout cas disproportionné dans le texte.

Voilà les points que je voulais signaler en allant à nos conclusions.

Maintenant, il reste les questions à nous poser. Ce sont des questions fondamentales, trois grandes questions :

1) La première : comme chrétiens, croyons-nous en l'amour de Jésus Christ ? Regardant avec plus de lucidité le monde d'aujourd'hui, percevons-nous combien ce monde reste opprimant, radicalement opprimant, pour les plus pauvres ? Même si l'ouvrier a une voiture ou jouit d'un certain nombre d'avantages matériels acquis au prix de durs combats, cela ne modifie pas la situation qui le maintient dans un certain état d'esclavage humain. Avons-nous conscience que cette situation est la cause principale du sous-développement, qui n'est pas celle d'un pays seulement, mais mondiale ? Avons-nous conscience, dans la même mesure, qu'il y a - comme le rappelait la lettre du Pape au Cardinal Roy, comme le rappelaient les évêques français à l'assemblée de Lourdes - un lien étroit entre foi et engagement politique ? S'il y a chez nous une foi en la dignité de l'homme, cette foi resterait un vain mot si chacun de nous, avec les moyens dont il dispose, n'avait pas conscience du besoin d'une transformation politique du monde. Car c'est finalement à ce niveau que se joue le destin des hommes et que, si les chrétiens ne jouent pas profondément leur rôle à ce plan, c'est que, finalement, leur amour reste un amour "très gentil" des personnes, mais un amour qui n'embrasse pas la personne dans sa totalité, un amour qui ne situe pas l'homme dans le collectif où il est baigné, où il est marqué. Les chrétiens doivent jouer le jeu. A ce plan l'amour embrasse l'homme dans sa totalité.

2) Deuxième question : Est-ce que, comme Eglise, comme communauté chrétienne (au singulier et au pluriel), nous sommes suffisamment attentifs au surgissement de l'amour de Dieu, de la grâce, de l'Esprit-Saint, dans un langage

et un style inhabituels à l'Eglise et à nous-mêmes, encore marqués par une certaine civilisation bourgeoise ? Sommes-nous attentifs à ces petits surgissements ? Avouons que nous n'en sommes encore qu'à l'ABC. Surtout à ces surgissements qui se situent dans une dynamique collective en monde ouvrier, dynamisme même dans le mouvement ouvrier comme corps. Faisons-nous assez attention aux grèves, aux arrêts de travail ? Par exemple en ces moments où il y a grève ? Les chrétiens se demandent-ils ce qui se passe ? Ce surgissement est peut-être quelque chose de grand qui est en train de naître sans qu'on puisse y mettre le nom de chrétien. Que faisons-nous pour être humblement à l'écoute de ces surgissements et de bien d'autres ?

3) Troisième élément important : il nous faut aller courageusement vers une nouvelle conception de l'unité de l'Eglise. Non pas la conception qui reste encore dans ma tête et dans la vôtre : une idée d'uniformité qui est dans la ligne de notre propre formation. Nous continuons à définir l'Eglise à partir de ce que nous avons vécu, et il est entendu que tout le monde doit entrer d'une manière ou d'une autre dans ce même cadre ...

Je crois que, dans l'Eglise humaine, il n'y a pas assez d'affrontements. On ne se dispute pas sur les vrais problèmes. On fait beaucoup de bruit autour des curés mariés, mais on n'attaque pas l'essentiel. S'occupe-t-on des affrontements qu'il y aura un jour entre les Eglises indigènes du monde ouvrier et les Eglises d'autres milieux, pour la pénétration de l'Evangile. Qu'on ne les récupère pas pour une autre culture ! Qu'un jour naisse une Eglise multiforme, avec tout ce que cela implique de duretés et de difficultés ...

On accepte l'Eglise du Zaïre, l'Eglise indienne. On accepte des rencontres entre l'Eglise anglicane, l'Eglise protestante, l'Eglise catholique romaine ... Mais l'unité ne se fera pas comme ça : un simple retour, les deux mains sur la couture du pantalon ..

Pourquoi tant de réticences dans l'Eglise catholique pour reconnaître les valeurs du monde ouvrier, alors qu'on reconnaît le bouddhisme et l'hindouisme ? Chaque Eglise est porteuse de valeurs !

Je suis convaincu que le type d'unité dans la pluralité n'est pas encore au bout. On ne va pas dire d'un coup à l'Eglise catholique : "Oui - Amen" !

Je revois les Actes des Apôtres. Un jour, en ce temps-là, on en était aux mêmes difficultés. C'est à travers des cultures différentes que l'Eglise naissait. On disait : "Les chrétiens n'ont qu'un cœur et qu'une âme". Cette manière de vivre de l'Eglise primitive, on l'a embellie par certains côtés. L'Eglise judaïque n'était pas l'Eglise universelle, et elle a dû s'en rendre compte. L'Eglise universelle était à la fois l'Eglise de Paul, de Pierre ou de Jacques. Car on oublie que Pierre et Paul se sont disputés, que Jacques a jeté les communautés juives dans les pattes de Paul ...

C'est à travers tous ces grincements, toutes ces difficultés de structures, de situations culturelles, de langages, que s'élaborait le visage de l'Eglise. Il a fallu pas mal de temps, l'Eglise judaïque se croyant l'Eglise universelle. L'Eglise universelle était à la fois celle de Paul, celle de Jacques ou de Pierre : c'étaient LES différentes Eglises ...

C'est ce chemin qu'il faut entreprendre courageusement.

Quant à l'avenir de ce colloque ? Il faut inverser la situation. Dans les réunions, il ne doit plus y avoir 15 laïcs et 50 prêtres, mais le contraire, si nous voulons faire avancer les choses. La dynamique doit être davantage de saisir les surgissements propres. Le colloque doit trouver le moyen de manifester au niveau européen cette Eglise qui devrait naître à cette dimension. Je suis convaincu que les militants syndicaux de tous les pays commencent à se sentir capables de saisir tous les événements au plan international. Une rencontre doit être faite au niveau européen.

A ce niveau, nous avons encore des conceptions d'Eglise trop courtes; nous sommes à peine passés au plan national. Il n'y a pas d'Eglises nationales, ou on ne les aime pas beaucoup ... Chaque diocèse reste strictement autonome. Quant à l'Europe des évêques, elle n'existe pratiquement que sur le papier !

Sera-t-on capable de saisir un jour en monde ouvrier ces événements qui de plus en plus se passent au niveau international : par exemple, l'importance extraordinaire de la crise monétaire internationale dans le monde ouvrier ? Quelle est la parole humaine qui a été dite à ce sujet ? On n'a pas entendu une seule parole d'Eglise ...

A partir de ce colloque, il y a cependant une espérance réelle. Pour moi, l'espérance majeure est celle d'un laïcat ouvrier de plus en plus adulte, assumant de plus en plus ses responsabilités, en plein cœur du monde ouvrier, dans l'ensemble des problèmes de vie, et surtout de vie ouvrière.

---

offset : atelier saint dominique  
Renivaux, 25 A, 1340 Ottignies  
Tél. : 010/626.05

